



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement Grand Est**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 22 MAI 2026

mettant en demeure la société TEREOS Starch Sweeteners Europe
située ZI et PORTUAIRE à Marckolsheim (67390)
de respecter des dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 juillet 2012

AIOT : 0006700643

**LE PRÉFET DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFET DU BAS-RHIN**

- VU le code de l'environnement, notamment ses articles L 171-8 ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- VU le décret du 19 novembre 2025 portant nomination de monsieur Amaury de SAINT-QUENTIN en qualité de préfet de la région Grand Est, préfet de la zone de défense et de sécurité Est, préfet du Bas-Rhin ;
- VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 juillet 2012 autorisant l'extension des installations de fabrication et actualisant les prescriptions d'exploitation des installations existantes de la société TEREOS SYRAL SAS à Marckolsheim ;
- VU le rapport de la visite du 08 avril 2026 de l'inspection des installations classées sur le site de la société TEREOS Starch Sweeteners Europe à Marckolsheim ;

CONSIDÉRANT que la société TEREOS Starch Sweeteners Europe ne respecte pas le temps de séjour maximal annoncé (maximum 48 h) des fibres humides de maïs dans les silos et qu'il est ainsi contrevenu à l'article 2 (conformité aux plans et données techniques – Prescriptions applicables) de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 juillet 2012 qui veut que : « (...) l'exploitant est tenu de respecter les engagements et valeurs annoncés dans le dossier de demande d'autorisation et dans les dossiers de modification, (...) » ;

CONSIDÉRANT que la société TEREOS Starch Sweeteners Europe n'assure pas la surveillance de la température sur les six silos de stockage, contenant des fibres humides de maïs et qu'il est ainsi contrevenu à l'article 18.1.1. (Silos et capacités de stockage) de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 juillet 2012 que : « (...) *Le relevé des températures doit être périodique avec un dispositif de déclenchement d'alarme en cas de dépassement d'un seuil prédéterminé. Les produits ayant subi une déshydratation doivent être contrôlés en humidité avec déchargement dans la fosse de réception, de façon à ce qu'ils ne soient pas ensilés au-dessus de leur pourcentage maximal d'humidité pour éviter l'auto-échauffement.* » ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine* » ;

APRÈS échange contradictoire avec l'exploitant sur le rapport des services de l'inspection des installations classées ;

SUR proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Prescriptions à respecter

La société TEREOS Starch Sweeteners Europe, pour ses installations situées ZI et PORTUAIRE à Marckolsheim (67390), est mise en demeure de respecter, à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions rappelées ci-après :

- dans un délai de 1 jour, pour l'article 2 (conformité aux plans et données techniques – Prescriptions applicables) de l'arrêté préfectoral susvisé du 10 juillet 2012 :
« Les installations et leurs annexes sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers de demande d'autorisation en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté et des règlements en vigueur. En ce qui concerne les prescriptions du présent arrêté, qui ne présentent pas un caractère précis en raison de leur généralité ou qui n'imposent pas de valeurs limites, l'exploitant est tenu de respecter les engagements et valeurs annoncés dans le dossier de demande d'autorisation et dans les dossiers de modification qui l'ont suivi des lors qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté. (...) » ;
- dans un délai de 15 jours, pour l'article 18.1.1. (Silos et capacités de stockage) de l'arrêté préfectoral susvisé du 10 juillet 2012 :
« (...) La température des produits susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de sondes thermométriques. Le relevé des températures doit être périodique avec un dispositif de déclenchement d'alarme en cas de dépassement d'un seuil prédéterminé. Les produits ayant subi une déshydratation doivent être contrôlés en humidité avec déchargement dans la fosse de réception, de façon à ce qu'ils ne soient pas ensilés au-dessus de leur pourcentage maximal d'humidité pour éviter l'auto-échauffement. ».

Article 2 : Mesures de publicité

En application des dispositions de l'article R.171-1 du code de l'environnement et en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin, pendant une durée minimale de deux mois.

Article 3 : Sanctions administratives

Faute pour l'exploitant de se conformer dans les délais aux dispositions de la présente mise en demeure de respecter des prescriptions techniques, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

S'il n'a pas été déféré à la mise en demeure de régulariser à l'expiration du délai imparti, ou si la demande d'autorisation, d'enregistrement, d'agrément, d'homologation ou de certification est rejetée, ou s'il est fait opposition à la déclaration, l'autorité administrative ordonne la fermeture ou la suppression des installations ou ouvrages, la cessation de l'utilisation ou la destruction des objets ou dispositifs, la cessation définitive des travaux, opérations, activités ou aménagements et la remise des lieux dans un état ne portant pas préjudice aux intérêts protégés par le présent code.

Article 4 : Voies et délais de recours

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Strasbourg (31 avenue de la Paix - BP 51038 - 67070 Strasbourg cedex), ou sur le site www.telerecours.fr, par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

Article 5 : Exécution

- La secrétaire générale de la préfecture du Bas-Rhin ;
- le sous-préfet de l'arrondissement de Sélestat-Erstein ;
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société TEREOS Starch Sweeteners Europe, par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire de Marckolsheim.

Le préfet,

Pour le Préfet et par délégation,

la secrétaire générale,
Maxime AHRWEILLER ADOUSSO

